HAL open science

Rapport au politique et mobilisation des expériences : exploration de discussions politiques saisies à partir d'entretiens de couple

Guillaume Garcia, Charlotte Dolez

To cite this version:

Guillaume Garcia, Charlotte Dolez. Rapport au politique et mobilisation des expériences : exploration de discussions politiques saisies à partir d'entretiens de couple. Presses universitaires du Septentrion. L'ordinaire du politique : enquêtes sur les rapports profanes au politique, Presses Universitaires du Septentrion, pp.255-272, 2016, 9782757414736. hal-02978177

HAL Id: hal-02978177

https://sciencespo.hal.science/hal-02978177

Submitted on 4 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

11. Rapport au politique et mobilisation des expériences : exploration de discussions politiques saisies à partir d'entretiens de couple

Charlotte Dolez, Guillaume Garcia

Dans ce chapitre, nous proposons de nous intéresser à une dimension encore peu explorée par les recherches consacrées aux « rapports ordinaires au politique », à savoir la façon dont les individus discutent de politique, plus précisément comment ils « bricolent » à partir de matériaux informationnels ou argumentatifs variés. Il nous semble que ce questionnement n'est pas pris en compte à la mesure de son importance, alors même qu'il revêt des implications théoriques et méthodologiques fortes. Celles-ci renvoient, notamment, à un biais intellectualiste quant à la manière d'envisager les rapports au politique des milieux populaires ; elles renvoient également à la question des modes d'accès à ces rapports, *via* les méthodes d'observation mises en œuvre.

Un ensemble cumulatif de recherches a montré comment le rapport au politique est conditionné par des processus de socialisation extrêmement complexes, aussi bien du point de vue des facteurs impliqués que du point de vue biographique. L'étude spécifique du mode de production des opinions a fait l'objet de controverses nourries[1]. Aujourd'hui, la labilité des opinions fait l'objet d'un consensus, et l'activité de « bricolage » du citoyen est acceptée, avec une conception assouplie de la compétence et une vision élargie des points d'appui pour opiner, qui intègrent notamment l'expérience personnelle, les informations fournies par les médias ou encore les affects. On a cependant accordé moins d'attention à la manière dont les individus élaborent et défendent leurs opinions en situation, plus précisément à la manière dont ils articulent l'ensemble des

1.– On se reportera par exemple aux diverses contributions réunies dans le dossier de la *Revue française de science politique* consacré à « La compétence politique. Nouveaux questionnements et nouvelles perspectives » (2007).

points d'appui dont ils disposent pour produire, lors de discussions, des points de vue politiques. De nombreux travaux ont par ailleurs mis en évidence la distance à l'univers politique qui caractérise les membres des milieux populaires, en lien avec l'importance que prend le sentiment de compétence dans le processus d'auto-habilitation à adopter et assumer un positionnement politique. Si l'on s'accorde généralement sur cette distance, des débats continuent d'agiter ce champ de recherche. Ces débats s'organisent autour d'un problème théorique majeur, à savoir le risque d'adopter une posture intellectualiste en privilégiant un référentiel qui serait celui des individus particulièrement compétents ou politisés. L'envers de cette posture confine à un certain misérabilisme[2] quand il s'agit d'envisager le rapport au politique des membres des milieux populaires. Ces derniers ne pourraient développer qu'un accès privatif à la politique, labile, ou encore démesurément influencé par les médias[3]. Ce débat théorique est inséparable d'un débat sur les méthodes les plus adaptées pour saisir ces rapports discursifs à la politique. En sociologie politique, comme dans d'autres domaines de recherche, les réflexions méthodologiques ont tourné, notamment, autour de l'épreuve sociale que constitue la relation enquêteur/enquêté, qu'il s'agisse de la technique du questionnaire ou de celle de l'entretien individuel (Duchesne, 2000 ; Mayer, 2010). La volonté d'atténuer les biais qu'implique ce rapport social a poussé à valoriser des modes d'enquête – par observations ethnographiques ou par entretiens collectifs – permettant de mieux saisir la réalité subjective des perceptions du politique (Braconnier, 2010 ; Garcia et Haegel, 2011).

Nous nous inscrivons dans ce dernier mouvement et défendons l'idée selon laquelle s'intéresser à la façon dont les individus discutent concrètement « politique », c'est se donner les moyens de comprendre davantage de l'intérieur ces rapports ordinaires au politique. Au-delà, c'est aussi se donner les moyens de traiter différemment les enjeux théoriques qui irriguent ces débats, qu'il s'agisse par exemple de la capacité d'individus issus de milieux sociaux inégalement dotés en ressources culturelles et scolaires à investir discursivement l'univers politique, ou encore de l'influence qu'ont les médias sur ces rapports.

Nous proposons pour ce faire de nous appuyer sur des données empiriques originales, à partir de la réexploitation d'une enquête par entretiens collectifs – des entretiens de couple – initialement configurée pour traiter des usages des informations politiques par les citoyens. Nous nous intéressons spécifiquement au rôle de l'expérience personnelle et des informations tirées des médias, et centrons l'analyse sur la façon dont les individus – ici les conjoints – combinent ces ressources pour élaborer et exprimer des positionnements politiques dans une situation de discussion concrète.

Dans un premier temps, nous reviendrons sur les enjeux méthodologiques et théoriques qui sous-tendent cette réflexion. Nous détaillerons dans un second temps l'enquête qui a été réexploitée pour traiter de ces questions. Nous présenterons ensuite quatre cas typiques sélectionnés au sein du corpus mobilisé

2.– Sur ces questions, voir Grignon, Passeron, 1989 ; Hoggart, 1970.

3.– Sur la distance ou le cynisme des classes populaires vis-à-vis des formes institutionnalisées du politique, voir par exemple Collovald et Sawicki, 1991.

initialement pour cette enquête. Ces quatre cas permettront de restituer différentes configurations observables quant aux manières de combiner l'expérience personnelle et les informations tirées des médias, et d'évaluer leur impact sur la montée en politique des discussions. En conclusion, nous discuterons les implications de ces premières analyses quant au programme de recherche plus général autour des rapports ordinaires au politique.

Discussions et rapports ordinaires au politique : de quoi parle-t-on ?

Rapports ordinaires au politique et politisation

Le regain d'intérêt constaté depuis quelques années pour l'analyse des formes que prennent les « rapports ordinaires au politique » s'inscrit dans le tournant conversationnel qui a marqué la sociologie politique (Mayer, 2010 ; Braconnier, 2012). Or, jusqu'à récemment du moins, les conversations en elles-mêmes étaient finalement peu étudiées, et surtout les conditions concrètes de discussion rarement restituées[4].

Un certain nombre de travaux ont néanmoins pris au sérieux cette question, et on dispose aujourd'hui de réflexions conséquentes consacrées au repérage du politique dans les activités discursives des individus (Leca, 1971 ; Gamson, 1992 ; Duchesne et Haegel, 2001, 2003, 2004, 2007 ; Hamidi, 2006). Pour notre part, en nous inspirant notamment de ces travaux, nous considérons qu'une conversation peut être caractérisée par une montée en politique quand au moins trois conditions sont remplies. Première condition : la discussion doit monter en généralité pour aborder une question à teneur publique. En ce sens, généraliser implique le dépassement de sa propre situation personnelle. Deuxième condition : les co-discutants doivent reconnaître, même implicitement, qu'il existe un conflit voire un clivage sur cette question, même s'ils ne prennent pas explicitement parti. Troisième condition : les co-discutants doivent envisager une solution possible au problème évoqué, la modalité de cette solution pouvant renvoyer alternativement à davantage ou à moins d'interventions de la part des autorités politiques[5] – ou en tout cas à une forme d'action collective.

Une fois ceci dit, il reste une difficulté de taille : comment repérer concrètement que des citoyens ordinaires, engagés dans une discussion non orientée *a priori* sur l'univers spécifique de la politique, en viennent à politiser leurs échanges ? Nous partirons ici des propositions formulées par Sophie Duchesne et Florence Haegel (2001, 2003, 2004, 2007), qui défendent l'idée selon laquelle le récit anecdotique ne doit pas forcément être dépassé pour aboutir à un discours politisé, une généralisation minimale pouvant coexister avec une politisation significative du discours.

4.– Cf. Céline Braconnier, dans sa contribution à la Section 35 « Rapports ordinaires au politique et comportements électoraux » du 11e Congrès de l'AFSP (2011), intitulée « L'apport du paradigme conversationnel dans l'analyse des rapports ordinaires au politique ».

5.– Nous souhaitons, ce faisant, éviter de privilégier une conception spécifiquement interventionniste de la politique, qui est historiquement ancrée, idéologiquement, à gauche de l'espace politique.

Les ressources et formes d'expériences : les implications pour la politisation

Une autre difficulté consiste à repérer les « points d'appui », « ressources », « expériences », « savoirs »...[6] que les individus sont en mesure de mobiliser au cours des discussions. À cet égard, la littérature fait souvent la différence entre, d'un côté, des « savoirs personnels » qui s'appuient sur des expériences vécues par les citoyens ou leurs proches, et, de l'autre, les « savoirs impersonnels » qui renvoient à des connaissances et des discours pouvant provenir des médias, d'une forme de sens commun culturel ou encore de savoirs scolaires ou experts[7]. On a cependant le plus souvent affaire, dans cette littérature, à des travaux qui, malgré leur intérêt réel, recueillent en dehors de discussions concrètes – c'est-à-dire *via* des techniques d'enquête par questionnaires ou par entretiens individuels notamment – l'expression de ressources qui ne sont pas réellement articulées et éprouvées par les individus face aux gens avec qui ils ont l'habitude de discuter[8]. Il nous semble urgent de nous intéresser plus spécifiquement à la combinaison en situation de ces savoirs, mais aussi aux moyens de restituer le plus fidèlement possible la façon dont les citoyens les mobilisent lorsqu'ils discutent politique entre eux, et pas seulement face à l'enquêteur.

Si ces difficultés ont finalement été peu affrontées, les travaux de William Gamson (1992) et Diana Mutz (1998) constituent un socle de réflexion incontournable, qui a largement influencé la littérature. Pour sa part, William Gamson propose, dans son ouvrage *Talking Politics*, une distinction fine des « savoirs » mobilisés par les enquêtés[9]. Il distingue notamment : le savoir expérientiel, ou expérience personnelle, qui peut en fait être celle des proches ; le sens commun, considéré comme allant de soi car faisant partie de la « culture » (du moins du milieu social ou national étudié) ; et enfin les « ressources » fournies par les médias. Plus spécifiquement, Gamson distingue plusieurs « stratégies » possibles pour politiser (ou, selon ses propres termes, pour construire un « cadre d'action collective »), qui sont explicitement hiérarchisées : une stratégie *personnelle* (intégrant l'expérience personnelle et le sens commun culturel), une stratégie *culturelle* (articulant le sens commun culturel et le savoir médiatique), et une stratégie *combinée* (articulant les trois principaux points d'appui). Dans cette perspective, la politisation ne serait véritablement accomplie que quand les trois formes de savoir sont combinées, entrent en résonance et peuvent se renforcer l'une l'autre. Dans le cas contraire, la compréhension par les co-locuteurs de l'enjeu discuté serait inadéquate et resterait isolée de leur compréhension plus générale du monde social. Plus précisément, la politisation survient quand les

6.– Dans la suite du texte, nous utiliserons indifféremment ces termes, en gardant à l'esprit que nous faisons référence à des matériaux discursifs utilisés comme ressources ou points d'appui dans la discussion, et qui prennent la forme de savoirs ou d'expériences.

7.– Pour un exemple récent de mise en œuvre de cette partition, à propos de l'Europe, voir Aldrin, De Lassalle, 2010.

8.– L'accent étant plutôt placé sur des hypothèses en lien avec l'appartenance sociale et le degré de compétence politique des enquêtés. Pour un exemple, voir Gaxie, 2007.

9.– Gamson fait discuter ses enquêtés – des membres des classes populaires qui se connaissent entre eux – successivement sur quatre thèmes durant la même séance : l'*affirmative action*, les problèmes du secteur industriel, le conflit israëlo-arabe et la question nucléaire.

co-discutants parviennent à élaborer ensemble une « conscience collective » qui leur permet de se représenter la possibilité d'une action collective, qu'il s'agisse d'une solution mise en œuvre par des citoyens auto-organisés ou par les pouvoirs publics. Quant à elle, Diana Mutz ne travaille pas directement sur les discussions politiques des citoyens, mais son travail présente l'intérêt de proposer un prisme complémentaire. Dans son ouvrage *Impersonal Influence*, elle se concentre sur la question de l'adéquation entre l'information particulière (ce que les citoyens vivent) et l'information générale (ce qu'ils voient dans les médias et ce qui concerne leurs concitoyens). Cette adéquation est alors nécessaire à la politisation, comprise au sens de l'attribution de responsabilité – laquelle, comme on le sait, constitue le mécanisme clef de la démocratie représentative (Manin, 1995). Un individu lambda, en constatant par exemple qu'il n'est pas le seul dans une situation de chômage mais que cette situation est généralisée à un grand nombre de ses compatriotes, aurait plus de chances d'en attribuer la responsabilité aux responsables politiques et aux mesures économiques qui ont été prises, plutôt que de considérer qu'il s'agit de sa seule responsabilité individuelle.

On retrouve exprimées par ces auteurs deux grandes idées qui sont en fait très largement répandues. La première renvoie à la nécessité, pour les individus, de faire un pont entre ce qui ressort du privé et ce qui ressort du public pour pouvoir politiser. La seconde revient à considérer que le ressort du privé est à lui seul impropre à la politisation, les savoirs impersonnels étant crédités, comparativement, d'un plus grand potentiel de politisation. Il nous semble que ce genre d'hypothèses conforte implicitement l'idée que les membres des milieux populaires auraient une plus grande difficulté à politiser, puisque le savoir impersonnel leur fait plus souvent défaut, sans même évoquer leur plus grande difficulté à articuler ces deux grandes formes de savoir dans le cadre de raisonnements complexes.

Or, il nous paraît nécessaire de discuter sérieusement ces hypothèses, en ayant recours à une analyse approfondie des conversations[10]. Tout d'abord, il est nécessaire de remettre en cause le caractère impérativement concordant – à la fois du point de vue de la *possession* des ressources selon Gamson et du point de vue du *contenu* des ressources selon Mutz – des savoirs personnels et impersonnels pour qu'il y ait une « réelle » politisation ; nous pensons également qu'il faut nuancer la supériorité nécessaire du savoir impersonnel sur l'expérience personnelle comme « carburant » de la politisation. De plus, il faut s'efforcer de prendre davantage en compte les conditions de possibilité de l'expression de propos politisés. Nous pensons notamment que la concordance des « savoirs » ou des « expériences » ne suffit pas si les conditions de possibilité de la montée en politique ne sont pas réunies à l'intérieur du groupe qui discute. Cela oblige à porter une attention spécifique à la configuration de la conversation[11], c'est-à-

10.– Par exemple, chez Gamson, on peut regretter l'absence de compte rendu des formes concrètes d'articulation des ressources d'information. Il ne restitue qu'à un niveau agrégé (c'est-à-dire en pourcentages) la nature des ressources mobilisées par les enquêtés à propos de chaque sujet de société évoqué.

11.– Notamment au fait que dans un cadre « ordinaire » les règles d'expression sont différentes et moins contraignantes, les gens peuvent mobiliser plus facilement leurs récits personnels, les affects (Merelman, 1998).

dire aux effets de censure, d'inhibition, d'entraînement, etc., qui caractérisent inévitablement la dynamique de groupe (Haegel et Garcia, 2011).

Dans ce qui suit, nous ne pourrons bien sûr pas développer l'ensemble des aspects précédemment soulevés. Nous nous concentrerons sur l'affinement de la relation entre les formes de mobilisation des savoirs ou expériences et la montée en politique des discussions. Pour justifier de la possibilité d'avoir recours aux entretiens collectifs, nous nous fondons avant tout sur des raisons pratiques qui tiennent à l'extrême difficulté d'une ethnographie de la citoyenneté (Mariot, 2010). Cette difficulté tient notamment au caractère rare et aléatoire de la survenance des discussions politiques dans la routine des activités sociales, et à l'extrême difficulté de récolter et d'interpréter les matériaux résultant des observations. En ce sens, notre travail contribue à ce débat caractérisé par le développement récent de l'usage des entretiens collectifs par les sociologues et les politistes et des réflexions épistémologiques à leur propos[12].

Les contours d'une enquête par entretiens de couple

Notre papier s'appuie sur une enquête de terrain, réalisée dans le cadre d'un travail de thèse de doctorat (Dolez, 2013) portant sur les usages des informations politiques par les citoyens. Le recours à l'entretien de couple vise à recueillir les données concernant les pratiques d'information des citoyens, en ce qu'il permet de contourner les obstacles des difficultés de remémoration et d'investissement normatif associés à ces pratiques. Mais aussi, le cadre du couple correspond à un cadre familier de discussion, dont on fait l'hypothèse qu'il renvoie à des situations banales et quotidiennes de discussions sur des sujets politiques ou de société (Braconnier, 2010, p. 91 ; McClurg, 2006), et en ce sens favorise les prises de parole et l'expression des points de vue (Braconnier, 2012).

Les enquêtés ont été recrutés de proche en proche ou par des petites annonces déposées dans la rue et dans des boutiques. L'entretien leur est présenté comme une discussion sur des sujets d'actualité. Le corpus a été constitué dans un souci de diversification, en fonction des critères de positionnement politique, d'intérêt pour la politique et de la catégorie socioprofessionnelle des enquêtés (*cf.* annexe I) ; l'accent a été mis sur le recrutement des membres des classes populaires, souvent sous-représentées dans les enquêtes. Les entretiens se sont déroulés à Paris et en région parisienne, mais aussi dans le Nord-Pas-de-Calais. Cette diversification s'explique, entre autres critères visés, par un accès plus facile aux classes populaires dans la région Nord. Au total, 27 entretiens de couple (dont un entre une mère et son fils) ont été réalisés en 2010 et 2011.

Le protocole d'interrogation[13] s'est appuyé sur plusieurs dispositifs qui cherchaient à encourager la discussion entre les deux participants. Chaque entretien débutait par des matériaux projectifs, plus précisément des bandes dessinées avec des bulles vides que les participants devaient compléter « comme

12.– Sur ce débat, voir Duchesne et Haegel, 2005 ; les différentes contributions dans Garcia et Haegel, 2011 ; Braconnier, 2012 et sa contribution dans cet ouvrage.

13.– Pour une présentation plus détaillée, cf. Dolez, 2013, p. 152-191.

s'ils étaient à la place des personnages » (*cf.* annexe 2). Elles permettaient d'engager la conversation sans imposer d'emblée de sujets et de favoriser les mécanismes de projection[14]. De plus, cinq sujets de société étaient successivement proposés par l'enquêtrice ; dans l'ordre (sauf quand un des sujets était spontanément évoqué) : la question des sans-papiers, la réforme des retraites, le rôle de l'État dans la sécurité routière et dans le partage des tâches entre homme et femme, et enfin le fonctionnement de la démocratie. La diversification des thèmes a été pensée dans le but de mettre en avant différentes dimensions du rapport au politique (rapport à l'autorité, aux acteurs et au cadre de l'action politiques, aux possibilités de changements politiques, à l'idéologie, aux limites du politique, etc.). À part le dernier thème, ces sujets étaient faciles d'accès et résonnaient dans la vie quotidienne des enquêtés. Ensuite, tous ont été plus ou moins abondamment traités par les médias (surtout la retraite, durant la période d'étude) de manière à augmenter la probabilité que les enquêtés mobilisent des « savoirs médiatiques ». Ces cinq thèmes engagent un rapport différent à l'expérience personnelle et sont plus ou moins « concernants ». Chaque sujet était introduit de façon simple : « On a beaucoup parlé de tel enjeu, qu'est-ce que vous en pensez ? » La standardisation des thèmes de discussion a permis la comparaison entre les entretiens sans pour autant empêcher les participants d'évoquer les sujets qui les (pré)occupaient particulièrement.

Contrairement aux entretiens individuels, l'analyse des entretiens collectifs pose des questions spécifiques du point de vue de l'unité d'analyse, car celle-ci peut porter sur le groupe ou sur les interactions (Duchesne et Haegel, 2005, p. 86). Notre démarche ici s'intègre dans l'étude des interactions et de la construction des opinions dans le cadre créé par l'entretien de couple.

Pour opérationnaliser le repérage des contenus médiatiques, seuls ont été retenus les informations ou messages médiatiques que les interviewés mobilisaient explicitement dans leur discours, sur le fondement de l'hypothèse selon laquelle, dans les discussions, on ne fait pas systématiquement (voire même en fait très peu) référence à la source du contenu mobilisé, et que donc cela a un sens marqué de citer ses sources[15]. Par ailleurs, nous avons fait le choix de réduire le scope à deux formes de savoirs ou d'expériences, l'expérience personnelle et l'expérience fournie par les médias[16]. Nos résultats s'appuient sur une présentation de cas typiques, chacun représentatif de la combinaison des ressources et du processus de politisation qui en découle.

14.– Ce dispositif se révèle ainsi assez proche de ce qu'a mis en place William Gamson (1992).

15.– Nous pensons qu'il est possible de s'en tenir à cette règle, dans le but d'éviter d'opérer des surinterprétations hasardeuses. Pour plus d'indications sur ce point, cf. chapitre 4.I.B.2, in Dolez, 2013, à partir de la page 339.

16.– L'identification des manifestations discursives du sens commun culturel, tout comme de ses variations selon les groupes sociaux, pose des problèmes d'opérationnalisation que nous avons préféré laisser de côté pour cette contribution.

Combinaison des expériences médiatiques et personnelles et politisation

L'encadré ci-contre présente les quatre entretiens de couple développés dans la suite de notre propos. Ces cas typiques permettent de mettre en avant les variables structurantes de l'articulation des ressources et de la politisation[17]. Ces cas sont diversifiés du point de vue social : un est issu des classes supérieures (Jean-Jacques et Claudine), un des classes moyennes (Nordine et Christelle) et deux des classes populaires (Bernard et Annie, Jonathan et Rachel). Nous présenterons d'abord deux cas de concordance des expériences, puis deux cas marqués, à l'inverse, par la discordance des expériences, afin de montrer leurs implications différenciées sur le processus de politisation de la discussion.

Jean-Jacques, 58 ans et **Claudine**, 54 ans, sont mariés depuis 23 ans et habitent un appartement dans le 11e arrondissement de Paris. Ils sont tous les deux titulaires d'une maîtrise de droit public. Jean-Jacques est cadre supérieur dans une entreprise de gestion immobilière qui dépend d'une grande entreprise d'assurances. Claudine est inspectrice « sinistres » dans les assurances. Ils viennent tous les deux d'un milieu ouvrier et artisan. Ils sont « plutôt » intéressés par la politique et se positionnent tous les deux à gauche.

Christelle, 36 ans, et **Nordine**, 38 ans, habitent une commune de Seine-Saint-Denis. Ils sont pacsés et ont deux enfants de 8 et 3 ans. Nordine, titulaire d'un BEP électrotechnique, est agent technique dans le secteur public. Christelle a un brevet d'état d'éducatrice sportive et elle exerce ce métier, auprès de jeunes enfants, aussi dans le secteur public. Le père de Nordine était ouvrier et sa mère n'a jamais travaillé. Le père de Christelle est agent de maîtrise et sa mère agent territorial spécialisé des écoles maternelles. Ils se déclarent tous les deux à gauche.

Bernard, 58 ans, est en couple avec **Annie**, 47 ans. Ils habitent un appartement dans le 18e arrondissement de Paris. Annie est infirmière dans le secteur privé. Titulaire d'un diplôme d'une école de commerce/gestion, Bernard était gérant de société et tenait un restaurant, mais il ne travaille plus actuellement. Les parents de Bernard étaient traiteurs, le père d'Annie gendarme et sa mère sans profession. Ils se situent tous les deux au centre droit.

Rachel, 21 ans, et **Jonathan**, 26 ans, sont en couple depuis 7 ans et tous les deux sans emploi au moment de l'entretien. Rachel est titulaire du BEPC, elle a arrêté l'école en terminale. Jonathan n'a pas de diplôme (il a le niveau BEP sanitaire et thermique) et a exercé des « petits boulots ». Ils viennent de milieux modestes, employé et ouvrier. Ils se déclarent au centre.

17.– Ces résultats sont issus du travail de thèse (cf. Chapitre 5 : « Quatre processus d'interprétation des contenus médiatiques : le rôle des convictions politiques et de l'expérience personnelle » in Dolez, 2013) et retravaillés en fonction de la problématique spécifique développée dans cet article.

Deux cas de concordance des expériences : les implications différenciées sur la politisation

1) Jean-Jacques et Claudine : la concordance des ressources et la politisation

L'entretien avec Jean-Jacques et Claudine est un exemple typique d'un processus de politisation fondé sur un ancrage idéologique net et associé à une concordance des expériences médiatiques et personnelles. Dans leur discours, ils se distinguent, d'une part, de la masse du peuple soumis à la manipulation, au consumérisme et à l'apathie et, d'autre part, des élites incompétentes et irresponsables. Ils assument une posture au-delà de la mêlée, d'intellectuels, mais connectés à la réalité du quotidien. Jean-Jacques et Claudine donnent un sens à toutes leurs expériences : ce qu'ils voient dans les médias et ce qu'ils vivent dans leur vie personnelle et dans leur vie professionnelle s'interprète systématiquement dans une posture critique à l'égard de ceux qui ont le pouvoir et qui ne font pas les bons choix.

Un de leurs points de critique concerne la question de la formation et de l'éducation. Plus précisément, ils dénoncent des formations standardisées qui ne permettent pas aux gens d'être innovants et créatifs dans leur métier. Claudine développe alors cette idée en prenant appui sur une rencontre avec un technicien d'un grand magasin de matériel électroménager venu récemment réparer leur poste de télévision. Le technicien avait alors appliqué une série de protocoles qu'il doit suivre en cas d'intervention, sans toutefois parvenir à résoudre le problème technique du téléviseur de Claudine et Jean-Jacques. Ce récit est l'occasion pour Claudine de critiquer le manque de formations adaptées. Il se trouve que cette visite s'est terminée par la passation d'un questionnaire pour attester de la venue du technicien et de la satisfaction du client. Claudine refuse de dire qu'elle n'était pas satisfaite au risque que ce mauvais jugement soit préjudiciable au technicien. Elle conclut son récit en dénonçant un monde où le « consommateur » deviendrait un « délateur ». Le mouvement permis par l'expérience personnelle est ici intéressant : d'une part, cette anecdote permet d'exemplifier le problème des formations mis en avant par le couple et, d'autre part, elle permet de monter en généralité pour dénoncer une ambiance de délation. Sur la question de l'éducation, l'extrait ci-dessous indique comment le couple utilise à la fois des ressources de l'expérience personnelle et des ressources médiatiques.

> Claudine : « Maintenant, on vous fait bachoter les gens. Il faut réussir à tout prix ! (...) Je regardais pour ma nièce : même dans les collèges, certains collèges vous demandent 7 000 à 8 000 euros par an ! »
> Jean-Jacques : « 12 000 euros ! »
> Claudine : « Oui, 12 000 euros même, j'ai lu même dans le Sud-Ouest, pour aller jusqu'en 3e. Pour être correctement éduqué, il va falloir payer ? »
> Jean-Jacques : « Alors là aussi, c'est une question qu'on peut se poser au niveau de l'Éducation nationale, et on ne va pas améliorer les choses en ne remplaçant pas un enseignant qui part à la retraite sur 2 ! » (39'10).

Leurs prises de position s'appuient ainsi sur des expériences personnelles (l'exemple de leur nièce) et des ressources issues des médias, en termes de mesures politiques (le non-remplacement des fonctionnaires). À partir d'une situation, ils généralisent leurs propos pour dénoncer ces mesures, critiquant l'action du gouvernement d'alors.

Leurs convictions, ancrées à gauche, jouent aussi comme une grille de lecture des problèmes et enjeux politiques, dont l'interprétation, loin de se limiter d'ailleurs au cadre franco-français, est replacée dans une vision générale de l'état de la planète et du système économique qui gouverne, mettant en cause ceux qui ont actuellement le pouvoir. Ils en appellent à une régulation de la finance et à une plus forte intervention de l'État. Le couple entretient un rapport assez intellectualisé et idéologisé au politique[18]. Ils mobilisent à la fois des ressources médiatiques et personnelles, dans une démarche systématique de politisation où les dirigeants politiques sont jugés responsables et où les autorités publiques sont sommées de réagir. En ce sens, ils font preuve d'une stratégie intégrée au sens de Gamson. Plus encore, les contenus portés par les expériences personnelles et les expériences médiatiques vont dans le même sens. Leurs convictions politiques jouent comme l'unificateur de l'ensemble de ces ressources et leur donnent un sens cohérent.

2) Bernard et Annie : « Tous dans la même galère », la spirale négative et le fatalisme des expériences médiatique et personnelle

L'entretien de Bernard et Annie est dominé par le sentiment d'angoisse et de peur qui les anime. À cet égard, ils mobilisent leurs expériences personnelles et les ressources médiatiques – qu'ils ont en nombre, dans la mesure où ils sont exposés une grande partie de la journée aux programmes des chaînes d'information continue – pour nourrir leur vision d'un monde soumis à de fortes déstabilisations, en termes moraux, économiques, sécuritaires, etc. Bernard fait plusieurs fois référence à la dégringolade de la bourse. Cette métaphore de la dégringolade se retrouve dans le déclassement social qu'il a subi, suite à un accident et des soucis de santé, et en conséquence son incapacité à retravailler. Auparavant gérant d'un restaurant dans un quartier en vogue de la capitale, Bernard, en préretraite, touche désormais le RSA. Il a l'impression de n'avoir aucune place dans la société (« trop jeune pour prendre la retraite, trop vieux pour travailler, alors j'appartiens à quelle catégorie ? Celle qui doit disparaître ? ») et vit très douloureusement cette exclusion. Les matériaux médiatiques qu'il mobilise vont dans le même sens : le catastrophisme ambiant, l'effondrement boursier, l'effondrement des valeurs, etc., et font ainsi parfaitement sens avec sa situation personnelle de déclassement et d'exclusion. L'extrait ci-dessous montre combien l'annonce des « catastrophes » dans les médias résonne dans leur vie personnelle, et dans la vie de l'ensemble de leurs concitoyens.

18.– Assez proche de ce qu'Étienne Schweisguth a appelé la « gauche humaniste » (Schweisguth, 1986, p. 57).

> Bernard : « Je pense qu'on doit ressembler aux gens que vous avez sondés ? Je pense que les gens de bonne foi disent à peu près la même chose que nous, ils ont les mêmes révoltes, les mêmes angoisses, c'est pour ça que notre société… Il faut quand même dire aussi une chose, le matin vous regardez la télé, on vous annonce que des catastrophes ! »
> Annie : « C'est pas très rassurant. » (2'22'00).

La concordance des ressources se traduit ici à la fois par la mobilisation systématique de l'expérience personnelle et des ressources médiatiques, mais aussi dans la sélection[19] spontanée de cadrages déclinistes dans les médias qui converge avec la propre situation de Bernard et de sa compagne.

Cependant, cette concordance des expériences se cristallise ici dans une faible politisation. Si on suit les propositions de Gamson et de Mutz, on pourrait observer à l'inverse une politisation, puisque les expériences concordent et pourraient ainsi susciter, tant l'adéquation entre les deux est manifeste, un réflexe d'indignation et d'injustice. Si Bernard et Annie semblent conscients du caractère collectif de leur situation et des difficultés de la vie d'un bon nombre de leurs compatriotes, ils ne parviennent pourtant pas à dénoncer ces situations et à déterminer un responsable. Si le couple en appelle à l'État pour plus de sévérité et d'autorité – ce qu'on peut tout de même interpréter comme un mécanisme de politisation *a minima* – notamment envers les phénomènes d'insécurité, c'est surtout un sentiment de fatalité qui domine et les solutions possibles sont difficilement envisagées. Annie indique en effet que l'évolution de la société, « c'est pas rassurant pour personne parce qu'il n'y a pas de solutions, pas d'issues ».

Ce cas permet de complexifier la théorisation proposée par Mutz. Il convient ainsi de prendre en compte la nature plus précise des contenus à partir desquels les citoyens généralisent leur situation. Dans ce cas, l'anxiété et l'inquiétude qui découlent de cette généralisation et la profonde résonance personnelle d'un sentiment de déclassement social jouent véritablement comme un obstacle à la politisation.

Deux cas de discordance des expériences : les conditions de la politisation

1) Christelle et Nordine : la discordance des expériences et la politisation

Ce cas met en avant le fait que la discordance des expériences peut, contrairement aux résultats de Mutz, être un facteur puissant de politisation. L'entretien est ici structuré autour de cette déconnexion des expériences, qui constitue le cœur du discours de Nordine. Ce dernier, agent technique, est fortement exposé aux médias ; pendant l'entretien, il se déclare continuellement choqué par les scandales et les abus financiers des hommes politiques. Il mobilise ainsi, à la chaîne, des matériaux médiatiques sur ces questions, se souvenant même précisément des montants en jeu. La confrontation à ces informations lui figure

19.– Ce qui renvoie aux mécanismes bien connus d'exposition, de mémorisation et d'interprétation sélective (Lazarsfeld, 1944).

presque quotidiennement la différence entre cette circulation de montants impressionnants et le fait que lui et son foyer ne reçoivent rien de l'État. La déconnexion s'ancre donc dans un décalage permanent entre, d'une part, ses expériences personnelles traversées par la nécessité de faire des économies, de faire attention au budget familial et, d'autre part, ses expériences médiatiques au travers desquelles il est confronté quotidiennement à ce qu'il considère être des abus des hommes politiques. Mais cette révolte ne concerne pas seulement les hommes politiques, elle s'applique finalement à tous les puissants. Nordine se souvient du voyage de toutes les grandes entreprises du bâtiment et travaux publics aux Émirats arabes unis : il l'interprète comme l'occasion pour elles de « s'en mettre plein les poches ». Il critique aussi les grosses rémunérations des banquiers, les parachutes dorés des chefs d'entreprise : « Les banquiers qui se partagent des gros magots, quand on entend les directeurs, les patrons partir avec des magots énormes, quand on entend, non c'est trop, c'est trop » (1'28'30). La mise en cause du personnel politique impulsée par la déconnexion de ses expériences médiatique et personnelle a pour conséquence la formulation de revendications politiques. En effet, Nordine a été socialisé à gauche dans sa famille et a grandi dans une ville de la « banlieue rouge ». Il témoigne fièrement de ce fort ancrage politique dès le début de l'entretien. Pourtant, au fur et à mesure de la discussion, l'absence de confiance pour les hommes politiques, impulsée par ce décalage permanent, l'amène à formuler l'idée que certains enjeux jusqu'alors administrés par l'État devraient être pris en charge par les citoyens eux-mêmes, individuellement, de manière à prévenir toute action malhonnête des hommes politiques. Par exemple, il s'insurge du décalage entre des montants d'euros impressionnants gaspillés par les politiques (scandales politiques, frais de déplacement des ministres, etc.) et la nécessité d'allonger la durée de cotisation pour la retraite. La proposition de Nordine, dont l'émergence a lieu dans la dynamique de l'entretien, s'inscrit alors dans un retrait de l'État, pour se prémunir contre la peur incessante de se faire berner par les responsables politiques : pour éviter que les hommes politiques ne détournent l'argent public – ce qui constitue la seule façon de donner sens aux décalages repérés –, il vaudrait mieux se constituer soi-même sa retraite plutôt que cela ne transite par l'État. Son discours est à l'évidence très politisé, et le mécanisme à l'œuvre pendant la discussion traduit un déplacement significatif de son ancrage à gauche, vers un souhait de retrait de la puissance publique.

La discordance qui s'exprime ici entre les ressources de l'expérience personnelle et les ressources médiatiques permet de mettre l'accent sur les ressorts de la politisation qui en découle. Cette déconnexion exprime finalement un sentiment d'exclusion des interviewés, pour qui les contenus médiatiques mettent systématiquement l'accent sur les avantages et privilèges de certains groupes, l'argent et les montants financiers importants qui ne trouvent pas d'écho dans leur vie personnelle. Le mécanisme de politisation qui s'enclenche ici prend appui sur la détermination de « boucs émissaires » ou en tout cas de catégories d'individus ou de groupes sociaux tenus pour responsables de la situation personnelle des

interviewés[20]. Ce mécanisme questionne les résultats de Mutz : il est nécessaire d'être plus attentif aux contenus des messages médiatiques dans la mesure où la discordance des expériences s'appuie ici sur la désignation de clivages sociaux et politiques.

2) Rachel et Jonathan : la dénonciation empêchée

Si l'entretien de Nordine et Christelle dévoile un mécanisme de politisation, au travers d'une dénonciation et d'une conflictualisation, c'est aussi parce que Nordine a le loisir d'exprimer ses opinions dans le cadre de l'entretien. L'entretien de Rachel et Jonathan met en scène une combinatoire bien différente.

Chez Jonathan, la déconnexion des expériences est manifeste. D'une part, il rend compte des difficultés personnelles qu'il connaît, et notamment la baisse du pouvoir d'achat et la difficulté à retrouver un emploi. D'autre part, il constate, au travers des médias, l'absence d'action des autorités politiques dans ce domaine pour aider les gens comme lui à améliorer leur situation. La perception qu'ils ont tous deux de l'absence du chef de l'État dans les médias pour ce qui concerne les sujets nationaux, ou à l'inverse de sa présence sur des sujets internationaux, traduit, de leur point de vue, un manque d'action publique nationale et une faible prise en compte des Français, mais ils réagissent à ce constat d'une façon bien différente.

En effet, face aux problèmes sociaux et politiques, la jeune femme adopte une démarche de dépolitisation au sens où elle fait rarement appel à l'instance politique, ni même à une action collective pour les régler. Elle se pose comme très critique vis-à-vis de ceux qui ne recherchent pas vraiment de travail, ce qu'elle dénonce comme un grave problème de la société. Face à ce discours, Jonathan se lance dans une dénonciation de ceux qui ont le pouvoir et l'argent, mais Rachel l'empêche de franchir le pas de la conflictualisation.

> Jonathan : « Ce serait bien qu'il y ait du boulot, mais si y'en a pas qu'ils [les hommes politiques] augmentent l'allocation, parce que là les gens la misère maintenant, y'en a de plus en plus quoi. Il y a de plus en plus de misère et de moins en moins de boulot. »
> Rachel : « C'est surtout que les gens se plaisent dans la misère là maintenant… »
> Jonathan : « Euh on vit dans le monde, donc euh tout le monde vit maintenant. »
> Rachel : « … ils sont vachement, y'en a énormément qui ne cherchent pas plus à avancer dans leur vie, et maintenant ils se disent "j'ai assez pour vivre"… »
> Jonathan : « Mais tout est plus cher aussi maintenant ! »
> Rachel : « "j'ai des aides à gogo, pourquoi je m'embêterais à aller travailler ?" » (10'00)

20.– Au-delà du cas de Nordine, la désignation de responsables permet aux interviewés de comprendre les décalages et l'exclusion qu'ils vivent quotidiennement. Chez d'autres interviewés du corpus, ces catégories de citoyens responsables représentent les bénéficiaires des aides sociales, les citoyens « riches », les seniors, les étrangers et immigrés : cf. Dolez, 2013, à partir de la page 492.

Cet extrait témoigne de la façon dont Rachel n'écoute pas particulièrement les propos de son compagnon. Elle développe son point de vue, à savoir le fait que les gens, individuellement, n'essaient pas de s'en sortir, sans intégrer donc la dénonciation amorcée par Jonathan. La présence et la supériorité de Rachel (plus diplômée que Jonathan et se positionnant comme la plus experte sur les enjeux et la situation économique de la France) mais aussi certainement le fait qu'aucun de leurs désaccords ne soit visiblement assumé, du moins dans cette situation semi-publique avec un tiers-enquêteur, ont donc joué comme frein à la démarche potentielle de politisation de Jonathan, lequel n'a pas l'occasion d'exprimer ici une vision conflictualisée et politique des enjeux sociaux. Cette focalisation sur les chômeurs ou récipiendaires d'allocations diverses se comprend dans la résonance avec leur propre situation personnelle. Ils viennent de quitter la Normandie pour s'installer dans le Nord et sont actuellement au chômage. Au cours de l'entretien, Rachel indique qu'elle est en formation d'aide-soignante et qu'elle est impatiente de retravailler ; Jonathan indique pour sa part que, même s'il n'a aucune qualification, il a exercé beaucoup de métiers différents. Il semble clair que cette focalisation doit être interprétée comme un principe repoussoir, et qu'ils cherchent ce faisant à se différencier de personnes qui sont éloignées du monde du travail, leur angoisse étant justement de ne pas retrouver de travail. La mise en cause de comportements individuels semble ainsi associée, paradoxalement, à la promesse d'un avenir meilleur quand, à l'inverse, la dénonciation des injustices paraît symboliser chez eux l'impuissance citoyenne et la difficulté à changer les choses. La perception des difficultés sociales, au travers des expériences personnelles et de celles des proches, entre en décalage avec l'absence de réponses politiques et manifeste un sentiment d'abandon du politique. Ceci se traduit, d'un côté, par l'expression d'une indignation pour Jonathan, mais, de l'autre, par un désinvestissement et une mise en avant des responsabilités individuelles pour Rachel. Le cadre de l'entretien de couple produit donc un évitement de la montée en généralité. La difficulté pour le couple d'assumer leurs points de vue semble renforcée par l'absence d'ancrage idéologique qui ne donne pas *a priori* à l'interprétation des problèmes une lecture politique manifeste.

Conclusion

On constate donc que l'ensemble des interviewés mobilise à la fois les ressources de l'expérience personnelle et les ressources médiatiques. Sans surprise, les ressources de l'expérience personnelle offrent une résonance particulière et un ancrage décisif dans la réalité des situations[21], quand les ressources médiatiques fournissent le plus souvent les moyens de la généralisation. Néanmoins, il apparaît que la possession de ces ressources et leur concordance ne sont pas des éléments suffisants pour expliquer les processus de politisation qui s'enclenchent dans les discussions.

21.– On peut observer des procédés similaires à ceux décrits par Sophie Duchesne et Florence Haegel, au sens où la montée en généralité peut aller de pair avec des récits personnels, anecdotiques, auxquels est conférée une valeur exemplaire et qui sont portés par des individus qui s'impliquent fortement dans la discussion.

Le poids de la fatalité, tributaire notamment de trajectoires sociales descendantes, peut par exemple empêcher de procéder à une dénonciation et surtout d'envisager des solutions (comme c'est le cas de Bernard et Annie)[22]. Inversement, la déconnexion des expériences personnelles et médiatiques peut s'actualiser dans un sentiment d'exclusion qui peut susciter un mécanisme de politisation ou du moins de forte conflictualisation des groupes sociaux (comme c'est le cas de Nordine et Christelle). On remarque également que, même dans le cas d'une concordance marquée, l'ancrage de convictions politiques constitue un élément structurant de la politisation, dans la mesure où ces convictions permettent d'unifier l'ensemble des expériences pour leur donner un sens cohérent, qui s'intègre dans une vision du monde et dans un système de significations plus globaux (comme c'est le cas de Jean-Jacques et Claudine).

Au-delà, il faut rester attentif au cadre dans lequel sont exprimés ces points de vue. En effet, lorsqu'on analyse des entretiens collectifs, on doit prendre en compte non seulement l'existence de relations de domination entre les participants (Arksey, 1996), mais aussi le niveau de tension résultant du mode de domination à l'œuvre. Seule la prise en compte de ces deux niveaux de la relation sociale permet de comprendre spécifiquement ce qui se joue dans l'interaction entre discutants et dans l'expression de leurs propos. Certaines configurations peuvent ainsi empêcher l'expression d'une politisation (comme c'est le cas de Rachel et Jonathan). Le tableau ci-dessous rend compte de l'ensemble des logiques qui viennent d'être identifiées.

Couple	Relation de couple pendant l'entretien	Configuration des ressources	Mécanisme de politisation	Facilitateur de la politisation	Obstacle à la politisation
Jean-Jacques et Claudine	Relation équilibrée Pas de tension	Concordance	Généralisation, conflictualisation et solutions	Convictions politiques	
Bernard et Annie	Domination de Bernard Légère tension	Concordance	Généralisation		Déclassement social et fatalisme
Christelle et Nordine	Domination de Nordine Pas de tension	Discordance	Généralisation, conflictualisation et solutions	Sentiment d'exclusion et convictions politiques	
Rachel et Jonathan	Domination de Rachel Tension	Discordance	Tentative de généralisation et de dénonciation par Jonathan mais individualisation par Rachel		Domination de Rachel et absence de convictions politiques

Tableau : Configuration d'entretien, formes des expériences et politisation

On doit revenir enfin sur l'apport du cadre méthodologique des entretiens collectifs pour aborder cette problématique, puisque la construction des prises de position est indissociable du cadre d'interaction créé par l'entretien. Ces entretiens ont été remis au goût du jour au motif qu'ils sont censés favoriser les dynamiques d'élaboration, de révélation et de justification des opinions, notamment sur des domaines sensibles comme peut l'être le rapport au politique (Kitzinger, 1994). Il reste que seule une démarche de triangulation (Hollander, 2004 ; Garcia et Haegel, 2011) est à même de répondre à cette question. On peut en effet se demander ce que les enquêtés – notamment dans les cas exposés où la configuration de couple semble manifestement impacter les processus de politisation et de construction de l'opinion – auraient exprimé s'ils avaient été interrogés de façon individuelle par l'enquêteur, ou observés dans un cadre naturel.

22.– Sur les conséquences politiques de la mobilité sociale descendante, voir Peugny, 2006.

Nous espérons ainsi contribuer à asseoir l'idée que l'impact des techniques de recueil des « opinions » constitue un véritable chantier de recherche[23] pour mieux comprendre les logiques de formation et d'expression des rapports au politique.

Références bibliographiques

Aldrin, Ph., Lassalle de, M. (2010) « Façons de parler d'Europe », in D. Gaxie, M. De Lassalle, N. Hubé, J. Rowell, dir. *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica, p. 149-174.

Arksey, H. (1996) « Collecting data through joint interviews », *Social research update*, 15. [URL : http://sru.soc.surrey.ac.uk/SRU15.html].

Balme, R., Marie, J.-L., Rozenberg, O. (2003) « Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique », *Revue internationale de politique comparée*, vol, n° 3.

Braconnier, C. (2010) *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, LEJEP, Lextenso-Éditions.

Braconnier, C. (2012) « À plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs in situ peuvent apporter à la sociologie des votes », *Revue française de sociologie*, n° 531.

Collovald, A., Sawicki, F. (1991) « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction », *Politix*, n° 13, p. 7-20.

Comby, J.-B. (2011) « Ancrages et usages sociaux des schèmes d'appréhension d'un problème public. Analyses de conversations sur les changements climatiques », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 3, p. 421-445.

Dolez, Ch. (2013) L'écume des news. Sociologie politique des usages des informations par les citoyens à partir d'entretiens de couple. Sous la direction de Sophie Duchesne. Thèse de doctorat en Science politique, Paris, Institut d'études politiques.

Duchesne, S. (2000) « Pratique de l'entretien dit "non directif" », in CURAPP. *Les méthodes au concret : démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*. Paris, PUF, 2000, p. 9-30.

Duchesne, S., Haegel, F. (2001) « Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise », *Espaces Temps*, n° 76-77, p. 95-109.

Duchesne, S., Haegel, F. *et al.* (2003) « Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication », in Perrineau, P. (dir.). *Le désenchantement démocratique*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 107-129.

Duchesne, S., Haegel, F. (2004) « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, p. 877-909.

Duchesne, S., Haegel, F. (2005) *L'enquête et ses méthodes – l'entretien collectif*, Paris, Armand Colin.

Duchesne, S., Haegel, F. (2007) « Avoiding or Accepting Conflict in Public Talk », *British Journal of Political Science*, vol. 37, n° 1, 2007, p. 1-22.

Gamson, W. (1992) *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press.

23.– Cf. par exemple Balme, Marie et Rozenberg, 2003 ; Comby, 2011 ; Lefébure, 2011.

Garcia, G., Haegel, F. (2011) (dir.). « Entretiens collectifs : nouveaux usages ? », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 3, p. 391-535.

Gaxie, D. (2007) « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens" », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 737-757.

Granjon, F., Le Foulgoc, A. (2010) « Les expériences médiatiques des publics internautes. Des usages sociaux de l'actualité », *Réseaux*, vol. 28, n°s 160-161, p. 225-253.

Grignon, C., Passeron, J.-C. (1989) *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989.

Hamidi, C. (2006) « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation : engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 1, p. 5-25.

Haegel, F., Garcia, G. (2011) « Les enquêtés disent-ils toujours la même chose ? Concordances et discordances entre les réponses à un questionnaire et les interventions dans un entretien collectif », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 3, p. 483-511.

Hoggart, R. (1970) *La culture du pauvre, étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit (1957).

Hollander, J. (2004) « The Social Context of Focus Groups », *Journal of Contemporary Ethnography, 33*(5), p. 602-637.

Kitzinger, J. (1994) « The methodology of Focus Group: the importance of interaction between research participants », *Sociology of Health and Illness*, n° 16, vol. 1, p. 103-121.

Lazarsfeld, P., Berelson, B., Gaudet, H. (1993) *The people's choice. How the voter makes up his mind in a presidential campaign*, New York, Columbia University Press, 3e éd (1re éd. 1944).

Lefébure, P. (2011) « Les apports des entretiens collectifs à l'analyse des raisonnements politiques. Composition des groupes et dynamiques discursives », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 3, p. 399-420.

Leca, J. (1973) « Le repérage du politique », *Projet*, n° 71, p. 11-24.

Mac Clurg, S. (2006) « The Electoral Relevance of Political Talk: Examining Disagreement and Expertise Effects in Social Networks on Political Participation », *American Journal of Political Science*, vol. 50, n° 3, July, p. 737-754.

Manin, B. (1995) *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy.

Mariot, N. (2010) « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, n° 92, p. 165-194.

Mayer, N. (1998) *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin.

Merelman, R. (1998) « The Mundane Experience of Political Culture », *Political communication*, vol. 15, n° 4, 1998, p. 515-535.

Mutz, D. C. (1998) *Impersonal influence: How perceptions of mass collectives affect political attitudes*, Cambridge, Cambridge University Press.

Peugny, C. (2006) « La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques : recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane », *Revue française de sociologie*, vol. 47, n° 3, p. 443-478.

Revue française de science politique (2007) « La compétence politique. Nouveaux questionnements et nouvelles perspectives », vol. 48, n° 6.

Schweisguth, E. (1986) « Les avatars de la dimension gauche-droite », in Dupoirier, E., Grunberg, G. (dir.). *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, p. 51-70.Annexes

Annexes

Annexe 1 : récapitulatif de l'ensemble des interviewés en fonction de leur catégorie sociale et de leur intérêt pour la politique

	Intérêt -	Intérêt moy	Intérêt +
CSP -	8 interviewés dont Rachel et Jonathan	6 interviewés dont Bernard et Annie	4 interviewés
CSP moy	9 interviewés dont Christelle	6 interviewés dont Nordine	5 interviewés
CSP +	2 interviewés	8 interviewés	6 interviewés dont Jean-Jacques et Claudine

Annexe 2 : dispositifs du protocole d'enquête : les trois bandes dessinées à compléter